

Madame Renée AUPETIT
Commissaire-enquêteur

SMEP Grand Sud
135 rue Benjamin Hoarau
97430 LE TAMPON

Saint-Denis, le 25 octobre 2019

Objet : projet de SCoT du Grand Sud arrêté le 23 avril 2019 en enquête publique

Madame la commissaire-enquêteur,

Depuis près de 15 ans, un Schéma de Cohérence Territoriale pour le Grand Sud est attendu. L'extension urbaine croissante sur les périmètres irrigués et le mitage continu qui ont soustrait près de 1 600 hectares d'espaces aux agriculteurs entre 2006 et 2016. La mise en enquête publique de ce document stratégique a donc retenu toute notre attention. En effet, les petites structures foncières du Grand Sud résistent moins à la pression de l'artificialisation et l'élaboration d'un SCoT ambitieux doit permettre de projeter durablement ce territoire dans une gestion économe et structurante de ses ressources.

Or, force est de constater, que le développement de l'activité agricole sudiste n'est pas traité de manière opérationnelle dans ce projet de SCoT. Aucun état des lieux chiffré relatif aux espaces agricoles, aucune projection quantitative ne sont décrits dans le document de 375 pages. En l'absence de ce type de données, les engagements et impacts réels du projet de SCoT vis-à-vis du monde agricole ne peuvent être appréhendés et les craintes, d'une artificialisation excessive, sont renforcées par le constat :

- d'une extension urbaine affichée dépassant les prescriptions du SAR 2011,
- d'un non report des coupures d'urbanisation à vocation agricole,
- et d'une absence dans le PADD et le DOOO du principe de compensation collective agricole et du principe éviter-réduire-compenser (ERC).

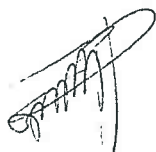
Au moment où le plan Biodiversité adopté en 2018 a introduit l'objectif de « zéro artificialisation nette », que l'agriculture s'impose sur notre territoire comme vecteur incontournable d'emplois, d'exemple d'économie circulaire, de valeur ajoutée et de garant du maintien des paysages et des sols, il est essentiel que le SCoT prenne en compte ses atouts et permette au secteur agroindustriel de développer son activité en garantissant notamment l'accès au foncier pour les agriculteurs.

Il est également indispensable pour la filière canne-sucre de retranscrire dans le SCoT le protocole d'accord tripartite de 2014 visant la protection des centres de canne et les dessertes routières, co-signé par l'Etat, la Chambre d'Agriculture, les représentants des planteurs et les représentants industriels dans le cadre du Comité paritaire interprofessionnel de la Canne et du Sucre (cf. document ci-joint).

Au vu des enjeux, du manque d'engagement quant au devenir des espaces agricoles et de la filière canne-sucre, de notre analyse et de la lecture des différents avis institutionnels, **nous souhaitons que ce projet soit profondément corrigé** afin que :

- les extensions urbaines, après démonstration du principe ERC, soient limitées,
- les espaces agricoles et les infrastructures logistiques agroindustrielles soient protégés durablement,
- des engagements chiffrés et cartographiés soient prescrits en ce sens.

Œuvrant au maintien de l'activité sur l'île et ainsi à la continuité des nombreuses aménités rendues par le monde agricole, nous comptons sur votre écoute et vous prions d'agréer, Madame la commissaire-enquêteur, l'expression de nos sentiments les meilleurs.



Le Co-président Planteur,
Isidore LARAVINE



Le Co-président Industriel,
Florent THIBAUT